



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



PANORAMA DE L'AIDE POUR LE COMMERCE

SE CONNECTER AUX
CHAÎNES DE VALEUR

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le rapport Panorama de l'Aide pour le commerce 2013: Se connecter aux chaînes de valeur analyse les stratégies, les priorités et les programmes mis en œuvre par les secteurs public et privé dans les pays en développement et développés pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur. Il semble indiquer que la fragmentation de plus en plus grande des processus de production offre aux pays en développement de nouvelles possibilités commerciales, mais comporte également des risques. Les chaînes de valeur sont un argument de plus en faveur de l'ouverture des marchés et mettent en évidence les coûts de la lourdeur des procédures qui rend les frontières «hermétiques».

L'Aide pour le commerce contribue dans une large mesure à alléger les principales contraintes liées aux politiques et au commerce qui empêchent les entreprises des pays en développement de se connecter aux chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Selon le rapport, on obtiendrait de meilleurs résultats encore à cet égard en favorisant

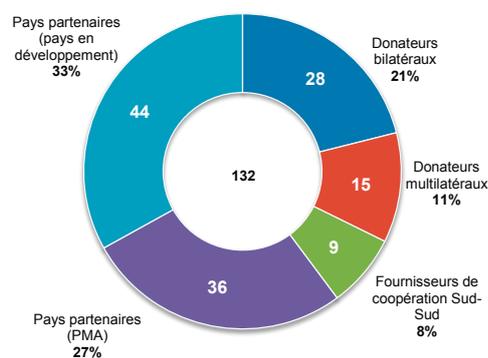
une plus grande participation du secteur privé, l'amélioration de l'environnement commercial, le renforcement des qualifications, la création de conditions favorables aux projets régionaux, le ciblage de l'aide aux fins du commerce et du développement et l'utilisation de l'aide pour mobiliser l'investissement productif.

Toutes les parties prenantes continuent de participer activement à l'initiative Aide pour le commerce, comme le montrent les 132 auto-évaluations réalisées par 80 pays en développement (dont 36 pays moins avancés), 28 donateurs bilatéraux, 15 donateurs multilatéraux et 9 fournisseurs de coopération Sud-Sud. En outre, 524 fournisseurs de pays en développement ont décrit les obstacles qu'ils rencontraient en essayant de se connecter aux chaînes de valeur, alors que 173 entreprises dominantes (implantées, pour la plupart, mais pas exclusivement, dans des pays de l'OCDE) mettent en évidence les obstacles qui les empêchent d'intégrer les entreprises de pays en développement dans les chaînes de valeur auxquelles elles participent.

Figure 0.1 Participation des parties prenantes à l'initiative Aide pour le commerce

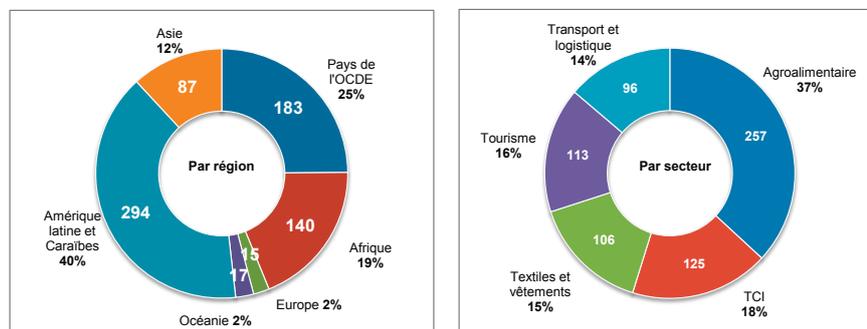
Auto-évaluations du secteur public

Le nombre de réponses est indiqué en blanc.



Réponses du secteur privé

Le nombre de réponses est indiqué en blanc



Source: Questionnaire 2013 OCDE/OMC, www.aid4trade.org.

Note: Sur la base des réponses fournies par les pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Océanie, ainsi que par les pays de l'OCDE (certaines de ces catégories se chevauchent).

StatLink: <http://dx.doi.org/10.1787/888932853777>

L'Aide pour le commerce reste importante ...

L'émergence de chaînes de valeur conforte le bien-fondé de l'assistance liée au commerce et relance le débat sur l'Aide pour le commerce. Les pays en développement veulent participer aux chaînes de valeur pour atteindre leurs objectifs en matière de croissance économique, d'emploi et de réduction de la pauvreté.

... pour accroître la compétitivité, réduire les coûts des transactions commerciales et se connecter aux chaînes de valeur.

Les pays en développement, y compris les pays les moins avancés, consacrent des investissements publics (y compris au titre de l'APD) à la réalisation des objectifs suivants: rendre les frontières moins hermétiques, améliorer la compétitivité et créer les conditions qui permettent à leurs entreprises de se connecter aux chaînes de valeur. Les donateurs répondent à ces nouvelles priorités en axant leur soutien sur

le développement du secteur privé et sur les programmes régionaux visant à réduire les coûts commerciaux.

Le secteur privé joue un rôle de plus en plus important.

On reconnaît de plus en plus l'importance du secteur privé comme partie prenante dans le dialogue sur l'Aide pour le commerce, comme partenaire dans la fourniture de l'Aide pour le commerce et, dans certains cas, comme fournisseur de soutien au renforcement des capacités. Toutefois, les partenariats public-privé restent complexes du point de vue des rôles et des attentes.

Les engagements pris au titre de l'Aide pour le commerce ont atteint 41,5 milliards de dollars EU en 2011, soit 57% de plus que pour la période de référence 2002-2005.

Bien que l'aide au renforcement des capacités du côté de l'offre reste une priorité, le montant des engagements est tombé à 41,5 milliards de dollars EU en 2011

en raison de la crise financière qui a exercé une pression à la baisse sur les budgets des membres du CAD consacrés à l'aide. En 2011, le montant des engagements pris au titre de l'Aide pour le commerce est revenu aux niveaux de 2008-2009; toutefois, malgré la baisse de 14%, il reste supérieur de 57% au montant enregistré pour la période 2002-2005.

On constate une diminution du soutien à l'infrastructure économique, mais ...

La baisse de 6,4 milliards de dollars EU enregistrée en 2011 s'est traduite par une diminution du soutien aux grands projets dédiés à l'infrastructure économique; en effet, le montant des engagements dans les secteurs du transport et de l'énergie a chuté de 3,5 et 3,2 milliards de dollars EU, respectivement.

... une augmentation du soutien au renforcement des capacités productives, alors que ...

Par contre, le montant des engagements destinés au renforcement des capacités productives a augmenté pour atteindre 18 milliards de dollars EU en 2011, ce qui montre que les pays partenaires et les donateurs accordent une priorité de plus en plus élevée au développement du secteur privé. L'aide a augmenté de 10% dans les

secteurs des services aux entreprises, de l'agriculture et de l'industrie.

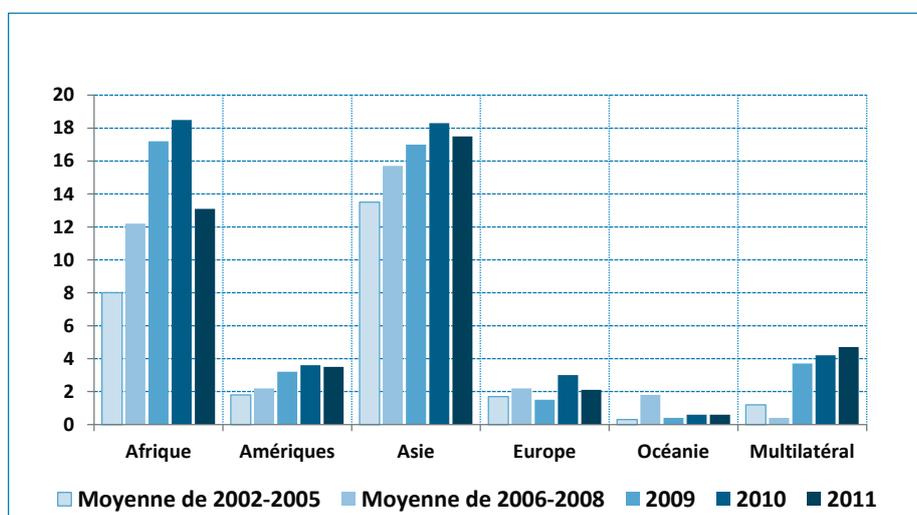
... la part consacrée au développement du commerce et le financement alloué à l'ajustement lié au commerce ont doublé.

Le financement de programmes dont l'objectif explicite est de promouvoir le commerce a doublé depuis 2007 pour atteindre 5,4 milliards de dollars EU, tandis que le financement alloué à l'ajustement lié au commerce a plus que doublé par rapport à l'année précédente pour s'établir à 62,8 millions de dollars EU. Les engagements pris au titre de la facilitation des échanges ont atteint 380 millions de dollars EU en 2011.

L'Asie est le principal bénéficiaire et ...

L'Asie est aujourd'hui le principal bénéficiaire de l'Aide pour le commerce, au titre de laquelle elle reçoit 17 milliards de dollars EU. La forte croissance de ce type d'aide enregistrée pour l'Afrique au cours des dernières années s'est tarie et le montant du soutien est tombé à 13,1 milliards de dollars EU. L'Aide pour le commerce consacrée aux économies européennes émergentes a également diminué, alors que d'autres régions continuent de recevoir des niveaux de soutien relativement stables, quoique en recul.

Figure 0.2 Aide pour le commerce par région (milliards de dollars EU constants de 2011)



Source: Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, "<http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr&SubSessionId=25eb03b0-e6b9-4e83-8199-588e0fd9de0c&themetreeid=3>".

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932853796>

... les pays à faible revenu reçoivent la part la plus importante.

Le resserrement des budgets de l'APD et la diminution du montant global des engagements au titre de l'Aide pour le commerce qui en a découlé a touché tous les pays, quelle que soit leur catégorie de revenu. Toutefois, les PMA ont été les moins affectés et les pays à faible revenu reçoivent aujourd'hui la part la plus importante de l'Aide pour le commerce totale. Les pays en développement relativement plus riches comptent de plus en plus sur l'investissement intérieur et sur l'investissement étranger direct pour surmonter les principales contraintes liées au commerce.

Les pays du G-20 et du CAD risquent de ne pas pouvoir respecter leur engagement, ...

Les pays du G-20 et du CAD doivent encore allouer 831 millions de dollars EU pour respecter leur engagement de maintenir, après 2011, des niveaux d'Aide pour le commerce équivalents aux niveaux moyens de l'aide accordée pendant la période 2006-2008.

... mais la Chine et l'Inde ont augmenté leur soutien.

En 2011, en plus du soutien accordé à des conditions non concessionnelles, la Chine et l'Inde ont doublé leur aide de type APD pour la porter à 2,4 milliards et 730 millions de dollars EU, respectivement. Le soutien lié au commerce fourni par les partenaires Sud-Sud devient un complément de plus en plus important de l'Aide pour le commerce.

Les perspectives laissent attendre une légère diminution globale.

Les perspectives pour 2012 laissent attendre un léger fléchissement des engagements bilatéraux au titre de l'Aide pour le commerce, qui représentent 60% de l'ensemble des engagements.

Les donateurs multilatéraux sont plus optimistes tandis que le financement des fournisseurs de coopération Sud-Sud est en augmentation constante.

Les chaînes de valeur peuvent ouvrir la voie du développement économique ...

Depuis le lancement de l'initiative Aide pour le commerce en 2005, les chaînes de valeur sont devenues prépondérantes dans l'économie mondiale. En offrant un accès aux réseaux, aux marchés régionaux et mondiaux, aux capitaux, aux connaissances et aux technologies, les chaînes de valeur mènent plus facilement au développement économique que des processus de production pleinement intégrés.

... en particulier dans les secteurs agro-industriel, du tourisme et des textiles, mais ...

Les fournisseurs des pays en développement sont bien intégrés dans les chaînes de valeur des secteurs agro-industriel, du tourisme et des textiles et du vêtement, tandis que les chaînes de valeur dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication ainsi que du transport et de la logistique offrent l'opportunité de rendre les frontières moins hermétiques.

... des obstacles demeurent en matière d'infrastructures, d'accès au financement et de respect des normes.

Les pays partenaires considèrent le caractère inadapté de l'infrastructure, l'accès limité au financement, la question du respect des normes, l'absence d'avantage comparatif et le niveau élevé des coûts d'entrée sur le marché comme les principaux obstacles à leur intégration dans les chaînes de valeur. Les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud montrent également du doigt le manque de main-d'œuvre qualifiée, l'incapacité d'attirer des IED et les restrictions au commerce.

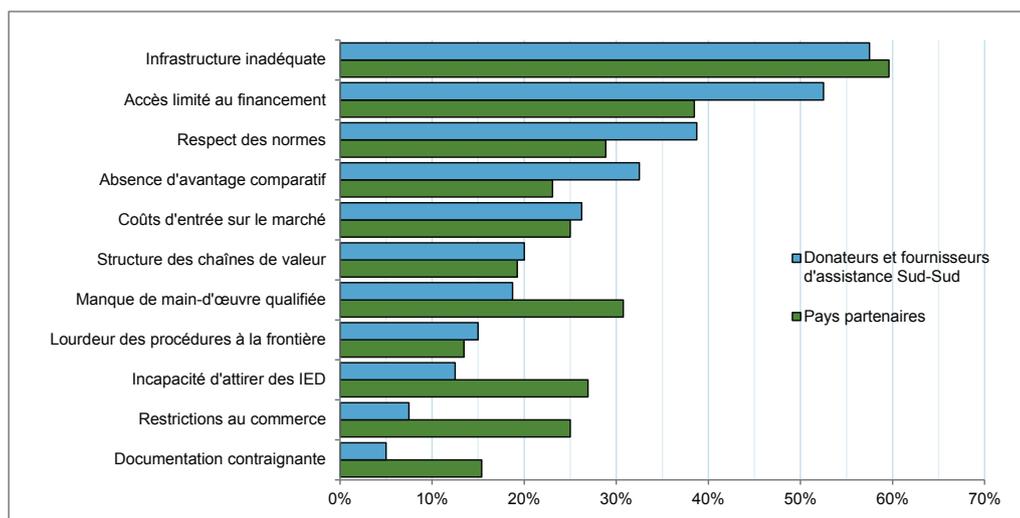
Les fournisseurs insistent sur le financement du commerce, l'infrastructure et l'incertitude réglementaire, alors que ...

Les fournisseurs des pays en développement considèrent tous l'accès limité au financement du commerce comme le principal obstacle qui les empêche de s'intégrer aux chaînes de valeur, d'établir des chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Ils citent également comme obstacles les coûts de transport et d'expédition, l'environnement commercial et les prescriptions en matière de certification.

... les entreprises dominantes mettent l'accent sur les procédures douanières et les prescriptions en matière de licences.

Les entreprises dominantes considèrent les coûts de transport comme leur principal obstacle. Elles indiquent également que les procédures douanières, les prescriptions en matière de licences et l'environnement commercial les empêchent d'intégrer les fournisseurs des pays en développement dans leurs chaînes de valeur.

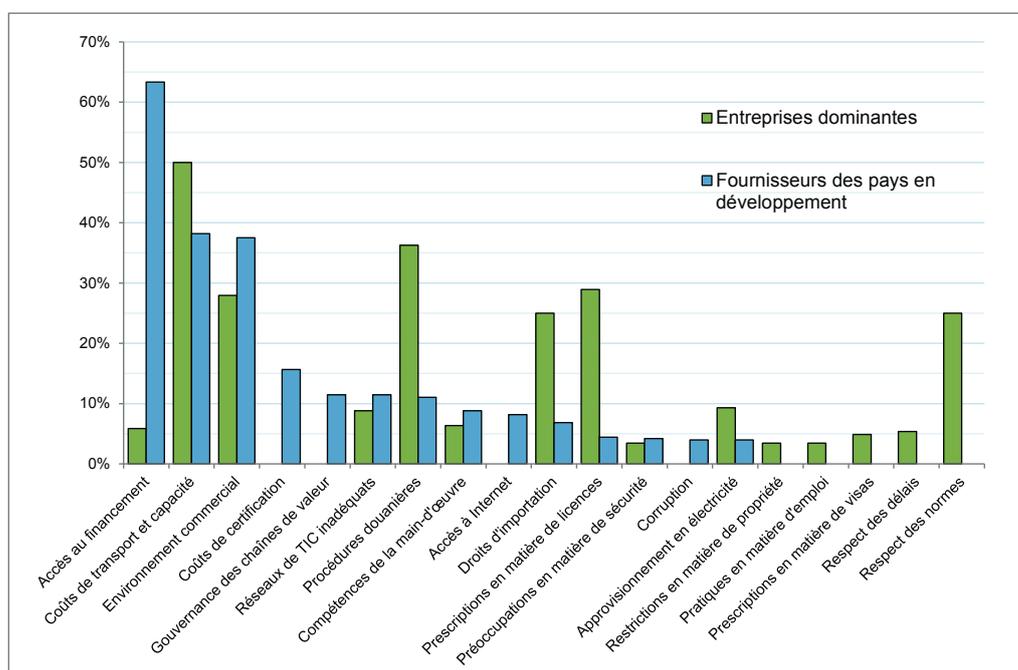
Figure 0.3 Points de vue du secteur public sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur (pourcentage de réponses)



Source: Questionnaire 2013 OMC/OCDE, www.aid4trade.org.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932853815>

Figure 0.4 Points de vue du secteur privé sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur (pourcentage de réponses)



Source: Questionnaire 2013 OCDE/OMC, www.aid4trade.org.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932853834>.

Les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sont potentiellement plus bénéfiques et ...

Les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sont généralement plus économiques que les programmes par pays pour appuyer les efforts visant à rendre les frontières moins hermétiques et à combler les insuffisances de l'infrastructure. Cet avantage est particulièrement important lorsque les budgets des donateurs sont serrés.

... attirent plus de fonds pour la réduction des obstacles en matière de facilitation des échanges et d'infrastructures.

Le fait que l'Aide pour le commerce régionale ait triplé, atteignant 7,7 milliards

de dollars EU en 2011, montre que les partenaires et les donateurs sont de plus en plus conscients de l'incidence positive que peuvent avoir les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sur la réalisation des objectifs en matière de commerce et de développement.

L'Aide pour le commerce réduit les coûts du commerce, ...

Il est maintenant amplement prouvé que l'Aide pour le commerce, en combinaison avec des politiques complémentaires, contribue à réduire les coûts du commerce – en permettant la création de nouvelles infrastructures, en renforçant les institutions telles que les douanes et les autorités de normalisation ou en favorisant des politiques et des réglementations

plus propices au commerce ainsi que des procédures réglementaires propres à stimuler la concurrence et à abaisser les prix.

... améliore les résultats commerciaux et ...

L'analyse économétrique semble révéler une corrélation au sens large entre l'Aide pour le commerce bilatérale et l'amélioration des résultats commerciaux. Selon des calculs effectués aux fins du présent rapport, chaque dollar EU versé au titre de l'Aide pour le commerce correspond à une augmentation des exportations de près de 8 dollars EU pour l'ensemble des pays en développement, de 9 dollars EU pour l'ensemble des pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure et de 20 dollars EU pour les pays de l'Association internationale de développement (IDA).

... accroît le commerce de pièces détachées et de composants.

L'analyse économétrique révèle également que l'Aide pour le commerce est liée encore plus étroitement et positivement à la croissance du commerce de pièces détachées et de composants.

Il ne s'impose pas de recentrage majeur de l'Aide pour le commerce, mais ...

La multiplication progressive des chaînes de valeur modifie les courants d'échanges mondiaux et élargit les possibilités commerciales pour les fournisseurs des pays en développement. L'Aide pour le commerce intervient déjà dans le bon sens pour continuer à appuyer ce processus, de sorte qu'aucun recentrage majeur ne semble s'imposer.

... il faut accorder une plus grande attention à l'efficacité de l'importation.

Cela étant, il semblerait qu'un domaine qui appelle une attention supplémentaire est celui de l'efficacité des activités

d'importation. Trop souvent, les programmes d'Aide pour le commerce ne se soucient pas suffisamment de cette dimension de la compétitivité, pourtant cruciale pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur.

Les principes d'efficacité de l'aide pourraient être mieux appliqués, et ...

Toutes les parties prenantes soulignent qu'il faut mieux gérer l'aide pour parvenir à des résultats tangibles en matière de commerce et de développement. Les gouvernements qui collaborent avec les donateurs pour concevoir des programmes d'Aide pour le commerce comprenant des objectifs et des indicateurs de performance bien définis pour chaque phase de la chaîne de résultats ont les meilleures chances de voir leurs efforts couronnés de succès.

... les programmes d'Aide pour le commerce devraient tenir compte du cadre de politique au sens large.

Les programmes d'Aide pour le commerce devraient également tenir compte du cadre de politique au sens large, en particulier de la politique commerciale, mais aussi des politiques complémentaires.

Aujourd'hui, le plus important est que toutes les parties prenantes réaffirment leur volonté d'aider les pays en développement à renforcer les capacités du côté de l'offre et l'infrastructure dont ils ont besoin pour faire du commerce un moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce, en juillet 2013, et la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2013, sont pour les Membres des occasions importantes d'examiner les moyens de faire en sorte que l'initiative Aide pour le commerce conserve sa pertinence dans un environnement commercial et de développement en pleine évolution.

